



Anna Loveday-Brown

qui sommes-nous?

Au cours des dernières années, des centaines d'organisations et de mouvements se sont engagés dans des luttes et différents types d'initiatives pour défendre et promouvoir le droit des peuples à la Souveraineté Alimentaire dans le monde. Beaucoup de ces organisations étaient présentes au *Forum International Nyéléni 2007*, au Malï, et se sentent membres d'un mouvement pour la Souveraineté Alimentaire plus large, qui considère la déclaration Nyéléni 2007 comme leur plateforme politique. **Le Bulletin Nyéléni se veut la voix de ce mouvement international.**

Organisations impliquées: Development Funds, ETC, FIAN, Focus on the Global South, Food First, Les Amis de la Terre international, GRAIN, Grassroots International, IPC pour la souveraineté alimentaire, La Via Campesina, La Marche mondiale des femmes, Oxfam Solidarité, Radio Mundo Real, le Forum mondial des travailleurs de la pêche, VSF-Justicia Alimentaria Global.

Abonnez-vous en ligne!

www.nyeleni.org

Aidez-nous à construire le mouvement pour la *Souveraineté Alimentaire*.

**Chaque contribution compte:
Soutenez le bulletin Nyéléni.**

Banque: BANCA POPOLARE ETICA SCARL
Bénéficiaire: Asociación Lurbide –
El Camino de la Tierra
IBAN: IT76 J050 1812 1010 0000 0134 009
BIC/SWIFT code: CCRTIT2T84A

editorial: souveraineté alimentaire!

Lors du *Sommet mondial de l'alimentation* en 1996, La Via Campesina lançait le concept de souveraineté alimentaire avec deux objectifs: **s'opposer au modèle de production et de distribution dominé par les intérêts privés, mais aussi soutenir l'économie locale et lutter contre la faim et la pauvreté.** Depuis, la souveraineté alimentaire a fait de nombreux adeptes dans le monde entier - y compris des gouvernements et institutions multilatérales - et ce concept a été repris par tous ceux qui défendent les droits sociaux, environnementaux, économiques et politiques.

La *souveraineté alimentaire* diffère de la *sécurité alimentaire*, à la fois dans son approche et dans son aspect politique. Quand on parle de sécurité alimentaire, on ne se demande pas d'où viennent les denrées alimentaires, ni comment elles ont été produites et distribuées. Trop souvent, les gouvernements qui atteignent leur objectif en matière de sécurité alimentaire utilisent des denrées produites en exploitant les hommes, en détruisant l'environnement et en ayant recours à des subventions et des politiques qui favorisent les entreprises du secteur agro-alimentaire au détriment des producteurs locaux. La souveraineté alimentaire favorise des moyens de production, de distribution et de consommation écologiques et un système d'approvisionnement local qui respecte les droits sociaux et économiques et contribue à la lutte contre la faim et la pauvreté. Elle permet d'atteindre la sécurité alimentaire pour tous et soutient des méthodes commerciales et des investissements qui servent les aspirations de la société. La souveraineté alimentaire se traduit aussi par une gestion collective des ressources productives, des réformes agraires assurant une sécurité foncière aux petits producteurs, une agriculture écologique qui respecte la biodiversité et soutient le savoir-faire local, ainsi que les droits des paysans et paysannes, des femmes et des peuples autochtones. C'est aussi un vecteur de protection sociale et de justice climatique.

En 2001, des délégués représentant des groupes de paysans, de d'artisans pêcheurs, des peuples autochtones, la société civile et le monde universitaire se sont réunis à La Havane à l'occasion du *Forum mondial sur la souveraineté alimentaire* afin de mettre en place les conditions de la souveraineté alimentaire. A partir de 2000, des militants opposés à l'accord de l'OMC sur l'agriculture ont demandé un soutien public en faveur d'une production agricole familiale et durable. Ils ont appelé à un mouvement donnant la priorité à *la souveraineté alimentaire des peuples et s'opposant à une intervention de l'OMC dans les dossiers agricole et alimentaire.*

Le **Forum international sur la souveraineté alimentaire** de 2007 qui s'est tenu au Mali a marqué un tournant. Plus de 500 personnes provenant de 80 pays se sont rassemblées pour échanger des idées, mettre en place des stratégies et des actions visant à renforcer le mouvement international de souveraineté alimentaire. La **Déclaration de Nyéléni**, qui résume la vision du mouvement, établit que:

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération... La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche artisanale traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique... La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales libérées de toute oppression et inégalité entre hommes et femmes, entre les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations.

La souveraineté alimentaire est une solution à la fois pour les habitants de régions rurales et urbanisées, de pays pauvres ou de pays riches. **C'est un espace de résistance** au néolibéralisme et au capitalisme de libre marché, opposé à des relations commerciales et financières destructrices; **c'est un espace pour construire** des systèmes d'approvisionnement démocratiques et économiques ainsi qu'un avenir juste et durable. Son pouvoir de transformation a été reconnu par les Rapporteurs spéciaux de l'ONU sur le Droit à l'alimentation, Jean Ziegler et Olivier de Schutter, et ses principes ont été intégrés dans des documents fondamentaux tels que l'IAASTD (Evaluation Internationale des Sciences et des Technologies Agricoles pour le Développement).

La majorité des denrées alimentaires de la planète sont produites par plus d'un milliard de petits producteurs, parmi lesquels beaucoup souffrent eux-mêmes de la faim. Nous ne trouverons pas de solutions à long terme aux conséquences catastrophiques du changement climatique, à la dégradation de l'environnement et aux crises économiques si nous n'amplifions pas la portée de leur voix et de leurs moyens. L'histoire de la souveraineté alimentaire est faite de luttes et d'espoir. Cette newsletter est consacrée aux luttes qui nous permettent d'espérer un monde meilleur. **Aujourd'hui plus que jamais, la souveraineté alimentaire est un impératif.**

Focus on the Global South

Le jardin potager des sœurs de l'Association coréenne des femmes paysannes (Korean Woman Peasants Association, KWPA)

Le *jardin potager des sœurs* (Sisters' Garden Plot, SGP) vise une meilleure souveraineté alimentaire en Corée du Sud grâce à une **approche communautaire dans la production et la consommation de produits agricoles coréens**. Les produits frais cultivés localement par les paysannes sud-coréennes sont directement expédiés aux abonnés, sur une base régulière. Fondé en mars 2009, l'organisme SGP *défend une agriculture durable, biologique, qui préserve la biodiversité en utilisant des semences locales et qui défend les droits des paysans*. En basant leurs activités sur la souveraineté alimentaire, les paysannes coréennes aident non seulement à protéger leur environnement, mais contribuent aussi à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et au maintien de prix abordables.

En 2005, s'est déroulée une page importante dans l'histoire du mouvement SGP : des paysannes ont lancé une campagne publique afin de renforcer leurs liens de solidarité interne. A peu près au même moment, l'association KWPA est devenue membre du comité sur la biodiversité de La Via Campesina et a lancé une campagne pour la protection des semences locales. En 2008, la KWPA a initié un projet appelé "*Gardiens de la souveraineté alimentaire*" en collaboration avec l'*Alliance nationale des femmes coréennes*. Ce partenariat a permis d'étendre la base des adhérents à des regroupements de travailleuses, d'étudiantes et à des associations communales. Les participantes au projet ont étudié les concepts et les principes de la souveraineté alimentaire avec les consommateurs, elles ont participé à la campagne pour protéger les semences locales et ont cherché des alternatives pour assurer des pratiques agricoles plus durables.

En mars 2009, le Ministère de l'Emploi et du Travail coréen a reconnu la SGP comme une entreprise sociale et a accordé une aide financière à ses employés. Cette aide gouvernementale a été fixée pour une durée de cinq ans. La SGP reçoit également des frais d'adhésion versés par ses membres. Chaque communauté SGP prépare des paniers alimentaires tous les mardis et - à l'exception des communautés de Naju et de Hamahn, qui livrent leurs membres directement - fait appel à des prestataires extérieurs pour livrer les paniers tous les mercredis. *Dans chaque communauté rurale du pays, on peut compter de 7 à 15 femmes productrices*. La plupart sont coréennes, mais certaines ont immigré depuis les Philippines, la Chine ou le Vietnam. **Leurs efforts ont été récompensés, car elles ont acquis une meilleure reconnaissance au sein de leur communauté et elles sont fières d'être paysannes.**

en action

Les marchés paysans en Colombie

Depuis la fin des années 1940, la Colombie a vu se succéder au pouvoir une longue série de gouvernements parmi les plus anti-paysans du monde. Les échanges de tirs entre l'armée, les escadrons de la mort paramilitaires, les narcotrafiquants, les soldats de la guérilla et les forces gouvernementales ont causé la mort de plusieurs centaines de milliers de paysans. Beaucoup d'autres ont dû quitter leurs terres. Des décennies de propagande gouvernementale anti-communiste ont amené les citoyens à assimiler le mot «*campesino*» (paysan) avec «*subversif*», dans un climat où les liquidations extrajudiciaires de «*subversifs*» sont considérées comme «*normales*».

Dans ces conditions, comment les organisations paysannes colombiennes - dont certaines sont membres de La Via Campesina et d'autres y sont alliées - ont-elles réussi à recueillir le soutien de la population de Bogota pour promouvoir les marchés paysans?

Au milieu des années 2000, le maire de la capitale a souhaité restructurer la distribution des produits frais dans Bogota en créant une série de points de livraison «*inter-nodaux*» entre les producteurs ruraux et les grandes chaînes de supermarchés. Les paysans qui approvisionnaient les marchés de gros de Bogota risquaient de perdre leur gagne-pain. Mais des universitaires basés en ville et des groupes religieux faisant la promotion de l'agriculture biologique ont mis en place une coalition rurale-urbaine et proposé à la municipalité d'ouvrir une dizaine de nouveaux marchés paysans. Le maire a d'abord rechigné, arguant que les paysans transformeraient les magnifiques places de la ville en «*bidonvilles*». Mais sous la pression, il a accepté de lancer un marché-pilote. A sa grande surprise, les paysans étaient ordonnés et bien organisés, et les consommateurs urbains, qui manquaient de produits frais de qualité, ont été conquis. La conjonction de ces bons résultats et des nouvelles élections municipales a amené la municipalité de Bogota à revenir sur sa décision et à accepter la création de plusieurs marchés. En 2010, quelque 2500 familles de paysans engrangeaient un chiffre d'affaire annuel de plus de 2 millions de dollars.

Construire la souveraineté alimentaire dans des conditions difficiles

Les aspects les plus intéressants de la souveraineté alimentaire ont trait aux objectifs, à l'organisation et aux réussites du mouvement paysan. **L'un des objectifs était de créer des marchés dans tous les quartiers, peu importe leur classe sociale**, et d'offrir des tarifs plus abordables que ceux pratiqués par les supermarchés, mais qui permettent aux paysans de dégager une marge de profitabilité, puisqu'ils se passent d'intermédiaires. Ils y sont parvenus. **Un autre objectif était de contrer la stigmatisation des paysans** parmi la population citadine. Des sondages indiquent que les paysans se sont graduellement débarrassés de leur image de subversifs à éliminer, pour être perçus comme des producteurs d'aliments sains et abordables, qui sont pour cela respectés et valorisés. La coalition voulait utiliser les marchés **pour organiser les paysans et bâtir leur conscience politique**. Lorsqu'ils venaient vendre à Bogota, ils participaient à des séminaires sur l'élaboration des politiques publiques, et à leur retour dans leur communauté, ils demandaient d'y créer également des marchés. Ils se sont organisés en associations afin de partager les coûts de transport, et à force de pressions, ont obtenu des municipalités rurales qu'elles leur fournissent des camions afin de livrer les produits frais au marché.

En fin de compte, **les marchés ont aidé à promouvoir la transition vers une agriculture écologique**. Cette transition a été pilotée de façon très intelligente. Tous les fermiers bio vendent leurs produits sous une grande tente verte, et leurs prix ne doivent jamais dépasser ceux des paysans conventionnels sur les stands voisins. Sans grande surprise, les consommateurs se ruent d'abord vers la tente verte, puis se tournent vers les autres tentes lorsqu'il n'y a plus de produits bio. Lorsque les autres paysans s'intéressent à l'agriculture verte et aux techniques écologiques (personne ne les y force), les religieuses qui soutiennent la coalition les mettent en contact avec les autres paysans, qui deviennent leurs mentors en agriculture écologique.

Aujourd'hui, les marchés paysans de Bogota contribuent de façon significative à la souveraineté alimentaire et représentent un débouché très profitable pour les producteurs de quatre provinces. Ils sont un vecteur d'éducation politique, car ils dynamisent la lutte pour la souveraineté alimentaire dans toutes les municipalités, améliorent la perception des paysans dans la société et soutiennent une transition en douceur vers une agriculture écologique.

Dans de nombreux pays, un sentiment de désespoir nous envahit et nous craignons que la souveraineté alimentaire ne soit jamais vraiment adoptée. Nos gouvernements semblent trop hostiles à l'égard des paysans et bien trop proches des grands joueurs de l'agro-alimentaire comme Carrefour. Lorsque nous sommes découragés, nous devrions penser à l'expérience de Bogota. Si la souveraineté alimentaire a pu être défendue en Colombie, alors d'autres succès sont possibles partout ailleurs.

Pour plus d'informations sur les marchés paysans de Bogota, visitez ce site www.ilsa.org.co



La souveraineté alimentaire, une solution réaliste

Si un homme politique vous disait qu'une seule politique peut mettre un terme à la faim, au changement climatique et à la crise financière, vous le traiteriez de menteur. Et vous auriez raison. Il n'existe pas de recette magique pour résoudre tous ces problèmes. Le problème est que nous vivons dans une époque où la classe politique n'a qu'une seule chose en tête: *la baguette magique du libre-échangeisme*. Au cours des rencontres internationales de ces dernières années, nous entendons sans cesse parler de la façon dont nous pouvons continuer à nourrir la planète et de la lutte contre les changements climatiques. On nous répète que le système de marché actuel et que les échanges commerciaux doivent être renforcés, que les cultures génétiquement modifiées peuvent sauver la planète et que si nous fixons un prix pour le carbone dans l'air et dans le sol, les marchés vont innover et s'adapter.

L'une des illustrations les plus courantes de cette poussée capitaliste est *l'accaparement des terres* – lorsqu'une entreprise privée achète une terre qui est utilisée par les paysans locaux. C'est une façon de contrôler les ressources. Pour les financiers, se saisir de ces terres revient à détenir un nouveau pion dans le jeu de casino mondial de la faim, c'est un nouvel outil d'investissement et un objet de spéculation pour les joueurs. Beaucoup de ces investissements concernent aussi les biocarburants, ce qui entraîne l'augmentation du prix des denrées alimentaires – et de la faim – et la poursuite de modèles énergétiques non durables. **Il s'agit d'un type d'agriculture qui exclut les plus pauvres, les plus affamés.** Les études de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres en Afrique montrent que les femmes sont les plus mal loties. À l'échelle de la planète, aujourd'hui 60% des personnes les plus mal nourries sont des femmes ou des jeunes filles.

Solutions techniques, problèmes politiques

Nos dirigeants imaginent que des solutions techniques peuvent mettre un terme aux problèmes climatiques, à la faim dans le monde et à la crise financière. **Mais il existe d'autres alternatives.** Pour les voir, il faut d'abord reconnaître qu'il **n'existe pas de solution technologique rapide** parce que la faim, le changement climatique et la crise financière ne sont pas des problèmes de nature technique. **Ce sont des problèmes politiques**, qui sont liés au fait qu'une poignée de puissants n'assument pas les conséquences de leurs actes. Ce sont nous qui subissons les conséquences néfastes de leurs agissements.

La souveraineté alimentaire s'inscrit en opposition à cette approche. Il est difficile de définir rapidement ce concept, mais la plupart s'accordent pour dire qu'il s'agit d'un **"processus de dialogue démocratique portant sur notre système alimentaire"**. L'idée la plus importante, c'est son aspect démocratique, et le fait que **tous les participants doivent s'engager de façon juste et équitable dans le processus politique**. Cela, comme nous l'avons constaté, est à l'opposé de notre système alimentaire actuel, qui bloque les solutions politiques et privilégie une approche technique, en imposant de fait le silence aux populations défavorisées. Si l'on veut adopter une souveraineté alimentaire, il faut créer un monde où l'on supprimerait tout ce qui peut entraver une participation égalitaire au dialogue politique. Cela implique de mettre fin au pouvoir exagéré imposé par certains gouvernements et certains grands groupes via l'Organisation mondiale du commerce. Cela implique la fin du soutien politique des grands propriétaires terriens et des négociants à l'échelle nationale. Cela implique aussi la fin des subventions versées aux banques par la société civile.

Notre monde, nos communautés, nos propres règles

Ceci ouvre la porte à l'idée d'agriculture durable, qui soutient l'écologie et la capture du carbone, au lieu de détruire l'écologie et de contribuer au changement climatique. Mais **c'est aussi le moyen d'amener d'autres changements.** Un slogan illustre l'une des façons de concevoir la souveraineté alimentaire : *"c'est la fin de toutes les formes de violence envers les femmes"*. La souveraineté alimentaire est basée sur l'égalité des acteurs politiques, ce qui implique à la fois la fin de la violence physique contre les femmes et de la violence structurelle qui les empêche de vendre leurs produits au marché à cause du dumping étranger, qui les empêche d'envoyer leurs filles à l'école, qui nie une participation en termes égaux au sein de leur foyer ou dans la société. **Sans l'égalité des sexes, la souveraineté alimentaire ne peut devenir réalité.** Mais même si l'égalité des sexes existe, il n'y a pas de solution miracle. La vraie souveraineté alimentaire est établie lorsque la communauté peut prendre des décisions démocratiques concernant son système alimentaire. *Cela signifie que nous avons le droit de faire des erreurs, et de mettre en place des systèmes de filet social pour nous relever après un faux pas.*

Par conséquent, on ne peut pas faire de promesses. Après tout, comment pourrait-on à la fois assurer la liberté de faire des erreurs et garantir qu'il n'y aura pas d'erreurs? C'est pourtant ce que la souveraineté alimentaire prétend offrir: **la fin de la pensée magique, et le début d'une vraie alternative.** *La souveraineté alimentaire nous permet à tous de voir clairement les défis du monde d'aujourd'hui, de savoir que nos communautés peuvent se développer, apprendre, échanger et prospérer selon un mode de fonctionnement que, pour la première fois, nous avons mis en place nous-mêmes.*



Nous ne pouvons plus attendre

Ibrahim Coulibaly, Mali (Via Campesina)
www.viacampesina.org

[...] L'effondrement de nos économies et l'endettement public dans les années 1980 a amené la BM et le FMI à mettre nos pays sous ajustement structurel. On nous a dit alors que l'Etat était inefficace et que nous devons donner plus de place au privé. [...] *On nous a dit qu'il fallait couper tout soutien à l'agriculture paysanne qualifiée de non-performante* [...]. On nous a dit de produire encore plus de produits de rentes pour l'exportation, comme du coton, du café, des arachides à des prix très bas fixés à l'étranger. Avec ces devises, on nous a dit d'acheter du riz d'Asie ou de la farine et du lait en poudre d'Europe, dont les prix sont devenus très volatils. La descente aux enfers avait commencé pour les familles paysannes et pour nos Etats surendettés et incapables de payer. Puis, on nous a dit de devenir compétitifs selon les critères des institutions financières internationales, et que nos Etats n'étaient plus autorisés à nous protéger. Toutes nos barrières douanières ont été démantelées et nos marchés ont été libéralisés, des produits alimentaires venus d'ailleurs ont commencé à se déverser à bas prix sur nos marchés, nous rendant encore plus vulnérables à la volatilité des prix. [...] *Mais aucune de ces « solutions » qui nous ont été imposées ne nous ont sorti de la pauvreté. Pire encore, on est devenu plus vulnérables.* [...] Aujourd'hui, on doit relever de nouveaux défis qui nous tombent du ciel. Le changement climatique, la spéculation financière, les marchés internationaux imprévisibles, de nouvelles politiques de pays développés qui accaparent nos terres pour faire du carburant. [...] **Malgré tout cela, sans aide d'aucune forme, sans aucune protection et avec tous les puissants du monde contre elle, l'agriculture paysanne n'a pas disparu.** Malheureusement, il a fallu la crise actuelle pour que nos gouvernements prennent conscience de *la nécessité d'assurer une sécurité alimentaire qui repose sur une production locale.* Cependant les solutions durables se font attendre. **Pour solutionner ce problème de volatilité de prix, nous, paysans, avec l'appui des autres acteurs de la société civile, pensons qu'il est nécessaire de:**

- Donner la priorité à nos marchés locaux, à l'intégration régionale [...].
- Arrêter toutes les formes de concurrence entre des agricultures et des modes de production ayant de très grands écarts de productivité.
- Arrêter les politiques qui viennent déstabiliser nos agricultures paysannes. Quand il y a surproduction, nous subissons le dumping, et quand il y a pénurie, nous subissons les restrictions des exportations pour l'alimentation puisqu'on nous dit de ne plus produire. [...]
- Mettre en place des politiques gouvernementales ambitieuses afin de nous soutenir et investir davantage pour nourrir nos populations.
- Permettre aux paysans, aux femmes, aux groupes vulnérables en milieu rural d'accéder réellement aux fonds mobilisés en leur nom pour acheter du matériel agricole, des fertilisants, des semences afin que leur production soit mieux valorisée et qu'ils puissent commencer à vivre dignement de leur travail.



L'écho des campagnes

Histoires courtes de résistance et d'alternatives



Droit d'accès

Cairo Laguna de la Fédération des pêcheurs artisanaux du Nicaragua.

Nous, pêcheurs artisanaux, demandons que les gouvernements de tous les pays nous prennent en considération et reconnaissent nos droits alors que nous reprenons la place qui nous est due dans les actions organisées par les mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire. Dans ma région 95% de la production halieutique est exportée. Le poisson est donc hors de prix pour la population locale. Le Nicaragua a récemment assisté à l'installation d'une compagnie transnationale dans le secteur de la pêche: Pescanova qui, en moins de cinq ans, a accaparé 70 % de la production de crevettes du pays, s'appropriant les concessions dont disposaient les pêcheurs. Pescanova s'est implantée tout doucement en créant un partenariat avec une compagnie déjà installée puis elle a commencé à acquérir des concessions directement aux populations locales. Ces villages de pêcheurs étaient propriétaires de leur zones de pêches mais n'avaient ni les financements ni les ressources nécessaires au développement de leurs activités. Maintenant tous les profits quittent le pays, les pêcheurs n'ont plus d'emploi et sont contraints de pêcher dans l'illégalité afin de nourrir leur famille. Cette situation a provoqué de violents conflits, causant la mort de certains camarades. Il faut que ces territoires reviennent aux populations d'origine et le gouvernement doit contribuer à ce retour. Nous, petits pêcheurs, devons soutenir la lutte pour la souveraineté alimentaire. La façon de vivre traditionnelle des paysans, des pêcheurs, des populations autochtones doit être notre cheval de bataille afin de lutter efficacement contre la faim et la pauvreté. Pour écouter l'interview complet en espagnol: <http://www.radiomundoreal.fm/Saliendo-a-flote?lang=es>

Les populations nomades font partie de leur territoire

Houshang Naderpour, Confédération tribale de Qashqai, Iran

J'ai entendu parler de la «souveraineté alimentaire», bien que ce ne soit pas une expression très commune dans notre langue. Ce dont nous sommes sûr, c'est que notre mode de vie et notre utilisation des pâturages est durable, mais des groupes riches et puissants ont commencé à monopoliser la terre. Les meilleures terres ont été prises les premières, en changeant officiellement le permis d'utilisation des sols, ce qui privatisait la terre. Cela a porté atteinte à nos moyens d'existence et à nos systèmes traditionnels. C'est la nationalisation des espaces pastoraux qui a obligé les éleveurs nomades en Iran à abandonner leur mode de vie. Ce faisant, leur régime alimentaire et leur bien être physique s'en sont trouvés menacés. Nombreux sont ceux qui ne peuvent digérer la nourriture industrielle moderne. Ceux d'entre nous qui ont été obligés de s'installer dans les banlieues des grandes villes ont vu leur santé décliner. Tout a été bouleversé quand la terre a été accaparée et que nous nous sommes trouvés impuissants à maîtriser notre destinée et notre alimentation. Les populations nomades ayant vécu sur les pâturages depuis des générations ressentent cette appartenance à la terre dont elles prenaient soin. Les contrats anciens (où les populations échangeaient des accès à la terre) ne mentionnaient pas seulement la terre mais aussi la flore et la faune. Les populations nomades considéraient la terre, la faune, comme un ensemble où tout est lié. Il faut que la gestion des terres soit rendue aux populations nomades. C'est difficile mais pas impossible. Nous devons aussi récupérer notre alimentation traditionnelle. A cette fin, nous avons besoin d'investissements et de soutien de l'ONU et des gouvernements. Des savoirs locaux et autochtones sont perdus et doivent être retrouvés.

Souveraineté alimentaire en Europe

Ludwig Rumetshofer, Jeune paysan, OBV – Via Campesina Autriche

En tant que jeune paysan, je suis convaincu que l'agriculture est la clé de voûte de notre société. Elle définit ce que nous mangeons, façonne notre paysage, et établit notre relation avec la nature. Voilà pourquoi l'agriculture est, au moins partiellement, responsable de notre façon de vivre. C'est dans cet esprit que nous devons repenser la direction que l'Agriculture prend. Il faut tenir compte de la disparition d'un quart des fermes européennes depuis 2007 et des destructions de fermes et de vies humaines causées par les exportations agricoles dans d'autres régions. Ces faits doivent nous faire réfléchir et nous pousser à rechercher des voies alternatives. J'ai trouvé ma voie au sein du Mouvement pour la Souveraineté alimentaire – Nyéléni Europe. Diverses organisations (paysannes, de consommateurs, pour la protection de l'environnement, pour la justice sociale...) en réseau ou pas, venant de toute l'Europe, travaillaient déjà sur le concept de la souveraineté alimentaire avant le Forum de Nyéléni à Krems. C'est lors de ce Forum qu'ensemble nous avons défini ce que la souveraineté alimentaire signifiait dans le contexte européen et que nous avons formé un mouvement européen pour la Souveraineté alimentaire. Puisant de la force dans notre diversité, nous avons reconnu l'énorme potentiel de transformation de nos cultures alimentaires et de nos sociétés que les actions et les objectifs communs nous donnent. Pour de plus amples informations : www.nyelenieurope.net

La Souveraineté alimentaire: un mode de vie pour les Peuples autochtones

Rocío Cachimuel Alfusi, président de Chijallta Fici, Equateur

En Equateur la souveraineté alimentaire est une question importante pour les organisations paysannes et autochtones. Depuis 2002, la souveraineté alimentaire est aussi un droit constitutionnel, l'état a donc le devoir de développer des politiques et des lois qui la mettent en œuvre. Cependant, pour les peuples autochtones, les populations afro-équatoriennes et Montubias, et pour les paysans et paysannes, la souveraineté alimentaire est un mode de vie. La production maraîchère se plie à des méthodes ancestrales utilisant des techniques et des pratiques appropriées en croisant et réutilisant les semences, en respectant les cycles lunaires suivant le calendrier agro-écologique et aussi en diversifiant les produits afin d'assurer un régime alimentaire sain pour nos familles et nos villages. Les savoirs et les connaissances des taytas et des mamas (sages) pour prendre soin de la Terre mère sont enseignés à nos filles et nos fils. Cet enseignement est contraire à la consommation excessive d'aliments produits par le secteur agroalimentaire poussant à la monoculture, à l'utilisation d'OGM et à la concentration des ressources dans les mains d'un petit nombre de personnes. Nous soutenons les petits paysans par des initiatives nouvelles. Nous recherchons de nouveaux marchés grâce à des foires solidaires où nous offrons des produits frais et où nous établissons des relations entre producteurs et consommateurs. Mais, dans la souveraineté alimentaire, il faut aussi réfléchir aux politiques publiques; elles seules peuvent assurer la redistribution de ressources telles que la terre et l'eau – actuellement concentrées dans les mains d'un petit nombre de personnes – et offrir un soutien financier et technique aux producteurs. Il faut aussi valoriser le rôle des femmes, qui par leur travail et leur organisation, génèrent un revenu et une meilleure gestion de l'économie du foyer. Il faut aussi reconnaître le travail qu'elles font dans les champs.

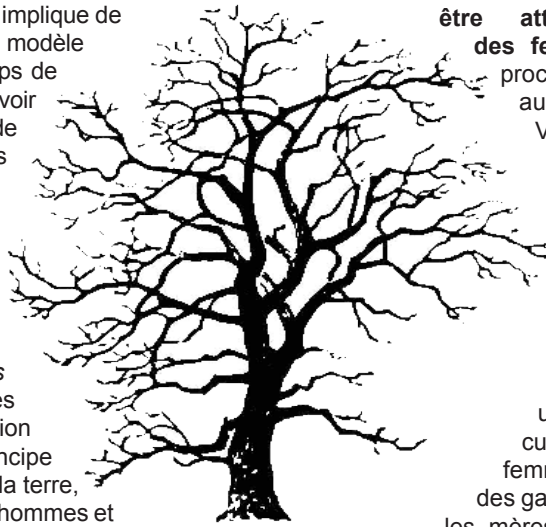


les femmes construisent la souveraineté alimentaire

Le système économique actuel – *qui est un système capitaliste et patriarcal* – sépare production et reproduction. A l'inverse de cette division, *une économie féministe élargit la notion de travail qui inclut aussi les tâches de reproduction sociale et biologique telles que le travail domestique, le travail d'intérêt général et les soins aux personnes*. La souveraineté alimentaire implique de changer à la fois la production alimentaire et le modèle de consommation. Cela veut dire prendre le temps de cuisiner, de manger et de se retrouver. Pour avoir plus de temps libre nous n'avons pas besoin de fast-food ou d'aliments tous préparés, nous avons besoin de *politiques publiques qui soutiennent la reproduction, par exemple des cantines scolaires et populaires et une bonne distribution du travail (dont le travail domestique et les soins aux personnes) entre autres!*

Le principe de la souveraineté alimentaire reconnaît de plus en plus *la contribution des femmes au travail des champs* (les paysannes produisent entre 60 et 80% de la production alimentaire) à la cuisine ou la cantine. Ce principe conduit aussi à une **redistribution équitable** de la terre, des moyens et conditions de production entre les hommes et les femmes. Selon certaines estimations, au moins un quart des foyers ruraux ont une femme comme chef de famille. Cependant, c'est toujours un défi pour les femmes d'avoir autant de pouvoir que les hommes, et autant de participation dans les processus de prise de décisions politiques. De fait, l'importance croissante de l'économie de marché aggrave ces inégalités tant au niveau de l'exploitation du travail par l'agro-négoce que dans les différences d'accès à la terre entre les hommes et les femmes. Quand la terre

est vendue, elle devient moins disponible, les membres masculins de la famille réduisent l'accès à la terre que les femmes avaient, surtout dans le cas des veuves et des divorcées.



La souveraineté alimentaire ne peut être atteinte sans l'indépendance des femmes.

A cette fin, il faut des processus d'autonomisation même au sein des mouvements sociaux.

Voici quelques idées qui peuvent stimuler des mécanismes d'auto-organisation des femmes:

création de groupes de femmes au sein des organisations;

un système de quotas pour garantir une participation égale d'hommes et de femmes dans certaines tâches (un exemple dans l'agriculture: les hommes utilisent les machines - les femmes cueillent les baies);

la présence de femmes parmi les dirigeants; prévoir des garderies pour enfants afin de libérer les mères;

une cohérence linguistique et dans le contenu du matériel qui est publié et/

ou utilisé par le mouvement; la mise en place de formation pour hommes et femmes sur ce sujet pour stimuler la réflexion; et plus....

C'est à vous de le faire dans votre organisation!

Lire aussi Droits des femmes et droit à l'alimentation, rapport du Rapporteur spécial de l'ONU Olivier De Schutter, Mars 2013 http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20130304_gender_fr.pdf

soyez actif!

Qu'est-ce que **VOUS** pouvez faire.

Chaque mouvement et chaque organisation engagés dans la lutte pour la souveraineté alimentaire partagent des objectifs similaires qui s'expriment de façon différente suivant le pays. Diverses initiatives émergent de la base afin de reprendre le contrôle de notre système alimentaire et de transformer la société. Rejoignez votre mouvement local ou organisez-vous localement pour établir un meilleur système agricole et alimentaire!

Aidez à organiser la souveraineté alimentaire autour de vous!

Propositions créatives pour un système et une société plus égalitaire

Luttes communes pour un changement de politiques publiques afin de **soutenir des projets** dont le but est la promotion:

- * D'une alimentation produite localement et de manière écologique par des petits paysans, artisans pêcheurs, pastoralistes ou des entrepreneurs locaux. Des solutions de proximité sous diverses formes existent partout: coopératives, CSA et marchés de proximité;
- * Du rôle de la femme dans la production alimentaire et dans la société;
- * De salaires équitables pour les petits producteurs d'aliments et pour les travailleurs agricoles, spécialement les travailleurs migrants;
- * D'un savoir traditionnel et du contrôle par les populations locales de leur **territoire**;
- * D'une réforme agraire globale, où des terres de bonne qualité et les ressources sont redistribuées aux paysans sans terre, aux paysans qui ont trop peu de terres, aux populations productrices d'aliments et où les **territoires** des peuples autochtones leur sont restitués et sont protégés;
- * D'une société urbaine plus durable et égalitaire, où le droit au logement est garanti et où l'agriculture urbaine et périurbaine aide à nourrir les villes.

Actes de résistance contre le système néolibéral actuel

Actions et campagnes communes dans votre région contre:

- * Le dumping alimentaire dans d'autres pays à des prix inférieurs au coût de production;
- * Les technologies et les pratiques à risque comme les plantes OGM, les monocultures industrielles pour agro-carburant, l'agriculture industrielle dépendante de pesticides et d'engrais, l'aquaculture, la pêche industrielle et l'élevage intensif;
- * La privatisation de l'alimentation, des services publics, du savoir traditionnel, des ressources naturelles et des ressources génétiques;
- * Les projets de développement (d'infrastructure ou de tourisme) et les industries minières qui déplacent des populations et détruisent l'environnement;
- * Toutes les valeurs patriarcales qui marginalisent les femmes, les peuples autochtones, les populations pastoralistes, les artisans pêcheurs et les systèmes agricoles différents.

Pour les peuples autochtones, leur territoire est la base de leur organisation sociale, de leur système économique et de leur appartenance culturelle. Le concept de territoire inclut non seulement la fonction productive de la terre, mais aussi l'environnement naturel, l'eau, les forêts, les minéraux du sous-sol, l'air et toutes les autres ressources productives.

Les six piliers de la souveraineté alimentaire

1. La priorité donnée à l'alimentation des populations : La souveraineté alimentaire place au centre des politiques alimentaires, agricoles, d'élevage et de pêche le droit à une alimentation suffisante, saine, respectueuse des cultures, pour l'ensemble des individus, des populations et des communautés, englobant celles souffrant de la faim, sous occupation, dans des zones de conflits ou marginalisées; elle rejette l'assertion selon laquelle l'alimentation est un produit comme un autre, géré par le secteur agro-alimentaire.

2. La valorisation des producteurs d'aliments : La souveraineté alimentaire valorise et soutient les pratiques, de même qu'elle respecte le droit, des hommes et des femmes, des paysans et des petits agriculteurs familiaux, des pasteurs, des pêcheurs artisanaux, des habitants de la forêt, des peuples autochtones et des travailleurs agricoles, des travailleurs de la mer, dont les migrants, qui cultivent, font pousser, récoltent et transforment les aliments; elle rejette les politiques, actions et programmes qui les dévalorisent, menacent leurs moyens de subsistance et contribuent à les faire disparaître.

3. L'établissement de systèmes locaux de production : La souveraineté alimentaire rapproche producteurs et consommateurs, les place au centre du processus de décision sur les questions alimentaires. Sur les marchés locaux, elle protège les producteurs du dumping des importations et de l'aide alimentaire, elle protège les consommateurs d'une nourriture nutritionnellement pauvre et malsaine, d'une aide alimentaire inappropriée et d'aliments contaminés par des organismes génétiquement modifiés. Elle permet de résister aux institutions, aux accords et aux pratiques qui dépendent de et qui promeuvent un commerce mondial non durable et inéquitable et qui donnent un pouvoir considérable et injustifiable aux transnationales.

4. Le renforcement du contrôle local : La souveraineté alimentaire place la gestion des territoires, des terres, des pâturages, de l'eau, des semences, du bétail et des ressources halieutiques dans les mains des producteurs locaux et respectent leurs droits. Ceux-ci peuvent en faire usage et les partager selon des systèmes socialement et écologiquement durables, qui permettent le maintien de la diversité. La souveraineté alimentaire reconnaît que les territoires locaux ne respectent parfois pas les frontières géopolitiques et permet aux communautés locales d'habiter et d'utiliser leurs territoires. Elle promeut la concertation et l'action collective entre les producteurs de différentes régions et territoires, de différents secteurs d'activités, contribuant à la résolution de conflits internes ou de conflits avec les autorités locales ou nationales. Elle refuse la privatisation des ressources naturelles, qu'elle soit permise par des lois, des contrats commerciaux ou des régimes de propriété intellectuelle.

5. La construction des savoirs et savoir-faire : La souveraineté alimentaire se construit sur les savoirs et savoir-faire locaux des producteurs et sur leurs organisations locales qui préservent, développent et gèrent les systèmes de production et de cultures locaux. Elle permet le développement de programmes de recherche appropriés et qui ne menacent pas les générations futures. Elle rejette donc les technologies qui les soumettent, les menacent ou les contaminent, comme par exemple l'ingénierie génétique.

6. Le travail avec la nature : La souveraineté alimentaire utilise les apports de l'environnement selon des pratiques de cultures et de production agro-écologiques diversifiées et faibles consommatrices d'intrants, qui optimisent les apports des écosystèmes, améliore la résilience et l'adaptation, particulièrement face au changement climatique. Elle cherche à guérir la planète pour que la planète puisse nous guérir. Elle refuse les pratiques qui mettent à mal les écosystèmes, les monocultures et les élevages intensifs fortement consommateurs d'énergie, les pratiques de pêche destructrices et les autres modes de production industriels, qui détruisent l'environnement et contribuent au réchauffement mondial. (rapport de synthèse – Mali 2007)

quand et où

est-ce que la Souveraineté alimentaire a été prise en compte

(extrait de *Food Policy for People: Incorporating food sovereignty principles into State governance*, 2009)

Ces dix dernières années, des pays ont intégré la souveraineté alimentaire dans leur constitution et la législation nationale. Cependant les pays ayant adopté la souveraineté alimentaire avec le plus grand succès sont ceux où la législation a été suivie par des programmes concrets qui ont soutenu les petits producteurs et les efforts agro-écologiques.

* 1999 – Le Venezuela approuve par référendum populaire la Constitution Bolivarienne du Venezuela. Les Articles 305, 306, et 307 traitent du cadre de travail de la souveraineté alimentaire.

* 2001 – Loi foncière du Venezuela touche à la réforme agraire.

* 2004 – L'Assemblée nationale du Sénégal vote la LOASP, incluant les principes de la souveraineté alimentaire sous l'influence de l'organisation paysanne le CNCR.

* 2006 – L'Assemblée nationale du Mali approuve la Loi sur l'Orientation agricole (LAO). Cela jette les bases d'une mise en œuvre future de la Souveraineté alimentaire au Mali.

* 2007 (15 Janvier) – Le Népal approuve une constitution provisoire qui reconnaît la souveraineté alimentaire comme un droit du peuple népalais et qui sera mis place par le prochain gouvernement.

* 2008 (Juillet) – Le Venezuela approuve des lois en faveur de la souveraineté alimentaire: la loi sur la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire, la loi sur une santé agricole intégrée, la loi sur le développement d'une économie populaire, la loi sur la promotion et le développement de petites et moyennes entreprises et d'unités de production sociale.

* 2008 (28 Septembre) – L'Equateur approuve une nouvelle constitution reconnaissant la souveraineté alimentaire.

* 2009 (25 Janvier) – La constitution récemment approuvée en Bolivie reconnaît les droits des peuples autochtones ainsi que les droits de la souveraineté alimentaire.

* 2009 (17 Février) – Le régime de souveraineté alimentaire de l'Equateur approuve une loi organique sur la souveraineté alimentaire.

* 2009 (18 Juin) – L'Assemblée nationale du Nicaragua adopte la loi N° 693 sur la sécurité et la souveraineté nutritionnelle et alimentaire. Le Nicaragua a plusieurs programmes alimentaires nationaux associés à la souveraineté alimentaire et au droit à l'alimentation dont: Faim Zéro, Pratiques usuraires Zéro et Sécurité et souveraineté alimentaires pour la vie.

A lire, à écouter, à voir et à partager

Pour de plus amples informations sur la *Souveraineté alimentaire* et le *forum international Nyéléni*, consulter le site www.nyeleni.org

Lire la **déclaration** du Forum de Nyéléni 2007: <http://www.nyeleni.org/spip.php?article290>

Lire le **rapport de synthèse** et le **plan d'action** du Forum de Nyéléni Forum 2007 : <http://www.nyeleni.org/spip.php?article334>

- Michel Pimbert, *Souveraineté alimentaire et systèmes alimentaires autonomes*, IIED 2009 - <http://pubs.iied.org/pdfs/G03358.pdf>
- Peter Rosset, *Food Sovereignty - Global Rallying Cry of Farmer Movements*, 2003 - <http://www.foodfirst.org/en/node/47>
 - Raj Patel Guest Editor, *Food sovereignty*, Journal of Peasant Studies, (2009) 36: 3, 663 – 706 - <http://dx.doi.org/10.1080/03066150903143079>
 - La Via Campesina AA.VV., *Notre monde n'est pas une marchandise. Priorité à la souveraineté alimentaire des peuples*, 2003 - <http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/droits-humains-mainmenu-40/195-declaration-sur-la-souverainetelimentaire-des-peuples>
 - National Family Farm Coalition et Grassroots International, *Food Sovereignty*, 2010 - <http://namanet.org/files/documents/Food%20Sovereignty%20Booklet%202010.pdf>
 - Pour de plus amples informations sur le *Forum Nyéléni Europe* de 2011: <http://www.nyelenieurope.net>

